

## Récapitulatif – Adaptations trimestrielles 2025/2

1	Algemene aanpassingen .....	2
1.1	Travailleurs pensionnés – Deuxième pilier de pension : Extension du contrôle sur base du cadastre de pension au secteur public .....	2
1.1.1	Contexte	2
1.1.2	Impact	2
1.1.2.1	Contrôles cotisations.....	2
1.2	Etudiants.....	4
1.2.1	Contexte	4
1.2.2	Impact	4
1.2.2.1	Glossaire .....	4
1.3	FlexiJobs - Salaire minimum .....	4
1.4	FlexiJobs dans le secteur de la batellerie – cotisations de sécurité d’existence .....	4
1.4.1	Contexte	4
1.4.2	Impact	5
1.5	Decava – Date de pension .....	5
1.5.1	Contexte	5
1.5.2	Impact	5
1.5.2.1	Annexe 30.....	5
1.5.2.2	Glossaires .....	5
1.5.2.3	Contrôles cotisations.....	5
1.6	Decava – Nombre de mois de l’indemnité complémentaire .....	5
1.6.1	Contexte	5
1.6.2	Impact	6
1.6.2.1	Glossaire.....	6
1.6.2.1	Contrôles cotisations.....	6
1.7	Nouvelle catégorie 477 – Annexe 27 .....	7
1.7.1	Contexte	7
1.8	Nouvelle catégorie 478 – Annexe 27 .....	7
1.8.1	Contexte	7
1.9	Contrôles communs.....	9
1.9.1	Indemnités pour les prestations non exceptionnelles des pompiers et ambulanciers volontaires (rémunération 21) .....	9
1.9.2	Travailleurs au forfait .....	9
1.10	Contrôles cotisations .....	10
1.10.1	Dotation sociale 2 pour la police locale .....	10
1.10.2	Adaptation du contrôle 90002-173 pour les CUNPS 24X (pensions contractuelles)	10
1.10.3	Redevabilité des cotisations 830 et 835 pour les artistes des catégories 303, 562 et 662	10
1.10.4	Redevabilité de la cotisation 825 pour la catégorie 068 (taxis) .....	10
1.10.5	Redevabilité des cotisations 820 et 830 pour la catégorie 008 (prestation de servives et de soutien aux entreprises et indépendants CP 335) .....	10
1.11	Controles verminderigen.....	12
2	Varia .....	13
2.1	Dates et paramètres .....	13
2.1.1	Dates prescription.....	13
2.1.2	Dates rouges pour l’année 2025 .....	13
2.2	Annexes .....	14
2.2.1	Annexe 27	14

# 1 Algemene aanpassingen

---

## 1.1 Travailleurs pensionnés – Deuxième pilier de pension : Extension du contrôle sur base du cadastre de pension au secteur public

Effet rétroactif : Oui (1/2025)

Impact DRS : Non

### 1.1.1 Contexte

Dans le cadre des 2ème piliers de pension sectoriels du secteur privé, des contrôles sont effectués (90001-519, 90001-520) sur base du registre des pensions afin d'éviter une collecte incorrecte des cotisations du deuxième pilier des pensions pour les retraités dont la pension est postérieure au 31/12/2015.

Les mêmes contrôles devraient également être prévus à partir de 2025/2 avec effet rétroactif jusqu'en 2025/1 pour les régimes de pension complémentaire Prolocus (cotisations 803 et 240), Provant (cotisations 247 et 248) et Ethias Pension Fund PPO (cotisations 244 et 245).

### 1.1.2 Impact

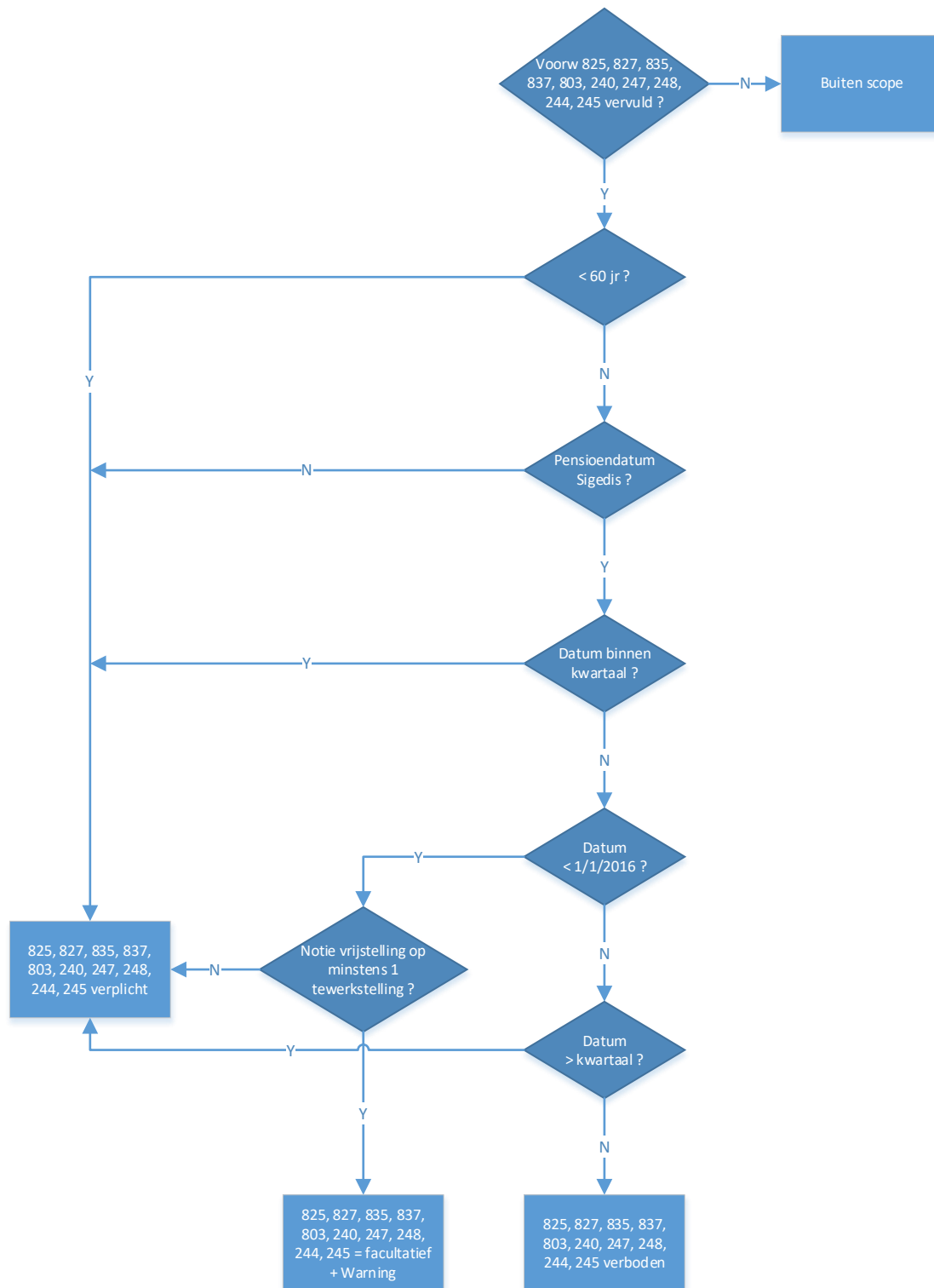
#### 1.1.2.1 Contrôles cotisations

Les contrôles 90001-519 et 90001-520 et enrichissements liés au deuxième piliers sectoriel vont être adaptés pour s'étendre aux régimes de pension complémentaire Prolocus, Provant et Ethias Pension Fund PPO.

Si un travailleur a 60 ans ou plus est redevable d'une cotisation deuxième pilier (825, 827, 835, 837, **803, 240, 247, 248, 244 et 245**) dans les conditions actuelles, Sigedis sera systématiquement appelé via la BCSS pour récupérer la date de pension du travailleur.

- **Pas de date de pension**, la présence de la cotisation est obligatoire. L'ONSS va effectuer une correction certaine en ajoutant la cotisation en cas d'absence (avec les même conditions de présences que définies actuellement)
- **Si la date de pension se trouve dans le trimestre**, la cotisation est due.
- **Si la date de pension < 01/01/2016**, la présence de la cotisation est facultative si la notion 'dispense' est indiquée à au moins une occupation, sinon la cotisation est obligatoire. Une anomalie warning va également être envoyée à l'employeur si la notion 'dispense' est indiquée à au moins une occupation (donc en cas de cotisation facultative) : « gepensioneerd voor 01/01/2016 » / « pensionné avant le 01/01/2016 ».
- **Si la date de pension ≥ 01/01/2016**, la présence de la cotisation est interdite, sauf si la date de pension se trouve dans un trimestre ultérieur à celui de la déclaration (dans ce cas la cotisation est due). L'ONSS va effectuer une correction certaine supprimant la cotisation non autorisée si elle est présente. Nouvelle anomalie « gepensioneerd na 31/12/2015 » / « pensionné après le 31/12/2015 ».

Le diagramme ci-après reprend la description du contrôle qui doit être adapté avec les codes **803, 240, 247, 248, 244 et 245**.



L'appel à Sigedis a comme input le NISS du travailleur et comme output la date de pension (éventuellement vide si le travailleur n'est pas pensionné).

L'employeur peut spécifiquement expliciter l'exclusion d'un travailleur du deuxième pilier sectoriel à l'aide de la zone, mais le feedback de Sigedis est prioritaire.

Impact potentiel aussi sur le contrôle 90001-001 ainsi que sur les enrichissements.

## 1.2 Etudiants

Effet rétroactif : Non (1/2025)

Impact DRS : Oui

### 1.2.1 Contexte

Modification de la limite du nombre d'heures prestées sous cotisation réduite pour un étudiant. Cette limite devient 650 heures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

### 1.2.2 Impact

#### 1.2.2.1 Glossaire

Adaptation de la zone 01158

**Domaine de définition au niveau commun**

Il y a	Il faut
[0;475] du 1er trimestre 2017 jusqu'au dernier trimestre 2022	[0;475] du 1er trimestre 2017 jusqu'au dernier trimestre 2022
[0;600] du 1er trimestre 2023 jusqu'au dernier trimestre 2024	[0;600] du 1er trimestre 2023 jusqu'au dernier trimestre 2024
[0;475] à partir du 1er trimestre 2025	<b>[0;650]</b> à partir du 1er trimestre 2025
[0;475] vanaf het 1ste kwartaal 2017 tot het laatste kwartaal 2022	[0;475] vanaf het 1ste kwartaal 2017 tot het laatste kwartaal 2022
[0;600] vanaf het 1ste kwartaal 2023 tot het laatste kwartaal 2024	[0;600] vanaf het 1ste kwartaal 2023 tot het laatste kwartaal 2024
[0;475] vanaf het 1ste kwartaal 2025	<b>[0;650]</b> vanaf het 1ste kwartaal 2025

Cette adaptation a été faite fin mars 2025 via un erratum sur le portail.

## 1.3 FlexiJobs - Salaire minimum

Effet rétroactif : Non (2/2025)

Impact DRS : Non

Indexation du montant minimum pour les heures flexiJob à partir du 1<sup>er</sup> février 2025 : **12,53€**.

Contrôle concerné : 00070-046 (Montant trop peu élevé)

Pour rappel, ce contrôle n'est plus d'application que pour l'Horeca (catégorie 017).

## 1.4 FlexiJobs dans le secteur de la batellerie – cotisations de sécurité d'existence

Effet rétroactif : Non (2/2025)

Impact DRS : Non

### 1.4.1 Contexte

Depuis 2024/3, le secteur de la batellerie (CP 139, catégories 121, 221, 421, 521, 621 et 721) utilise le système des flexi-jobs.

### **1.4.2 Impact**

A la demande du secteur, à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, l'ONSS va percevoir les 2 cotisations travailleurs suivantes pour les flexi-jobs :

- cotisation forfaitaire 826
- cotisation pourcentuelle 820

La base de calcul de la cotisation pourcentuelle pour les travailleurs flexi est différente de la base de calcul d'un travailleur ordinaire. La cotisation pourcentuelle pour un travailleur flexi est calculée sur les rémunérations 22 et 23.

La cotisation de pension complémentaire **n'est pas** perçue pour les travailleurs flexi.

## **1.5 Decava – Date de pension**

Effet rétroactif : Non (2/2025)

Impact DRS : Non

### **1.5.1 Contexte**

Lorsque la date de pension d'un travailleur tombe au cours du trimestre, les cotisations Decava ne sont plus dues. Depuis 2024/3, l'anomalie 90337-419 est générée dans ce cas, comme lorsque la personne est décédée. Il y a la demande à pouvoir distinguer ces 2 circonstances (pension/décès).

### **1.5.2 Impact**

#### **1.5.2.1 [Annexe 30](#)**

Nouveau code anomalie 540

FR : Plus de cotisation due – Incompatibilité avec la date de pension

NL : Geen bijdragen meer verschuldigd – Onverenigbaar met de pensioendatum

DE : Keine Beiträge mehr geschuldet – Unvereinbar mit dem Pensionsdatum

#### **1.5.2.2 [Glossaires](#)**

Ajouter l'anomalie 90337-540 NP aux glossaires DmfA et DmfAUpdate.

#### **1.5.2.3 [Contrôles cotisations](#)**

Renommer/reporter la partie du contrôle 00831-419 relatif à la date de pension sur le nouveau contrôle 90337-540 NP.

## **1.6 Decava – Nombre de mois de l'indemnité complémentaire**

Effet rétroactif : Oui (1/2025)

Impact DRS : Non

### **1.6.1 Contexte**

Etant donné l'allongement de l'âge de la pension, le nombre de mois durant lesquels l'indemnité complémentaire peut être payée (ou calculée en cas de capitalisation) doit être adapté.

## 1.6.2 Impact

### 1.6.2.1 [Glossaire](#)

#### Adaptation de la zone 00831

#### Domaine de définition au niveau commun

Il y a	Il faut
[0,181] Les valeurs [4 -181] ne sont autorisées qu'en cas de capitalisation. La valeur [0] n'est autorisée qu'en cas de capitalisation partielle, pour autant que les décimales pour le nombre de mois soient strictement positives.	[0,181] <b>jusque 4<sup>ème</sup> trimestre 2024</b> <b>[0,205] à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2025</b> Les valeurs [4 -205] ne sont autorisées qu'en cas de capitalisation. La valeur [0] n'est autorisée qu'en cas de capitalisation partielle, pour autant que les décimales pour le nombre de mois soient strictement positives.
[0,181] De waarden [4-181] zijn enkel toegelaten bij kapitalisatie. De waarde [0] is alleen toegelaten in geval van gedeeltelijke kapitalisatie, voor zover de decimalen voor het aantal maanden strikt positief zijn.	[0,181] <b>tot en met het 4<sup>de</sup> kwartaal 2024</b> <b>[0,205] vanaf het 1ste kwartaal 2025</b> De waarden [4-205] zijn enkel toegelaten bij kapitalisatie. De waarde [0] is alleen toegelaten in geval van gedeeltelijke kapitalisatie, voor zover de decimalen voor het aantal maanden strikt positief zijn.

Cette adaptation a été faite fin mars 2025 via un erratum sur le portail.

### 1.6.2.1 [Contrôles cotisations](#)

Contrôles 00831-377 P et 00831-008 B impactés

Contrôle 00831-377 P

- si le type de cotisation = 0 ou 3, le nombre de mois  $\leq 24$ ,
- si le type de cotisation = 1 ou 2, le nombre de mois  $\leq 36$
- si le type de cotisation = 4, le nombre de mois  $\leq 24$
- si le type de cotisation = 5, le nombre de mois  $\leq 49 \rightarrow 61$

Contrôle 00831-008 B

- Si la notion de capitalisation (CapitalizationNotion)  $\neq 2$  le nombre de mois doit être  $> 0$ .
- Si la notion de capitalisation = 0, le nombre de mois doit être  $\leq 3$ .
- Si la notion de capitalisation = 1 ou 2, le nombre de mois doit être  $\leq 181 \rightarrow 205$

## **1.7 Nouvelle catégorie 477 – Annexe 27**

Effet rétroactif : Non (3/2025)

Impact DRS : Oui

### ***1.7.1 Contexte***

Ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2024, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de Metaalhandel (PC 149.04), werd een afzonderlijke werkgeversbijdrage vastgesteld voor de werkgevers die ressorteren onder dit Paritair Comité.

In het kader van de harmonisering van de aanvullende pensioenen voor arbeiders en bedienden is voor de bedienden die ressorteren onder PC 200 in de metaalhandel, vanaf 01-07-2025 het sectoraal aanvullend pensioen verschuldigd, indien er in de onderneming ook effectief arbeiders worden tewerkgesteld.

In dit geval wordt de werkgever ingeschreven met werkgeverscategorie 477.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is vanaf 1 juli 2025 belast met de inning van deze bijdrage ten bate van het “ Fonds voor Bestaanszekerheid SAP Ondernemingsactiviteit Metaalhandel”.

De werkgeverscategorie 477 wordt aan de betrokken werkgevers toegekend vanaf 1-7-2025.

Dit kengetal is in overeenstemming met de NACE-codes die corresponderen met werkgeverscategorie 077.

## **1.8 Nouvelle catégorie 478 – Annexe 27**

Effet rétroactif : Non (3/2025)

Impact DRS : Oui

### ***1.8.1 Contexte***

Ingevolge de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2024, afgesloten in het Paritair Subcomité voor de Edele Metalen (PC 149.03), werd een afzonderlijke werkgeversbijdrage vastgesteld voor de werkgevers die ressorteren onder dit Paritair Comité.

In het kader van de harmonisering van de aanvullende pensioenen voor arbeiders en bedienden is voor de bedienden die ressorteren onder PC 200 in de edele metalen, vanaf 01-07-2025 het sectoraal aanvullend pensioen verschuldigd, indien er in de onderneming ook effectief arbeiders worden tewerkgesteld.

In dit geval wordt de werkgever ingeschreven met werkgeverscategorie 478.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is vanaf 1 juli 2025 belast met de inning van deze bijdrage ten bate van het “ Fonds voor Bestaanszekerheid SAP Ondernemingsactiviteit Edele Metalen”.

De werkgeverscategorie 478 wordt aan de betrokken werkgevers toegekend vanaf 1-7-2025.

Dit kengetal is in overeenstemming met de NACE-codes die corresponderen met werkgeverscategorie 078.

## **1.9 Contrôles communs**

**Impact DRS : Oui (sauf mention explicite)**

### **1.9.1 Indemnités pour les prestations non exceptionnelles des pompiers et ambulanciers volontaires (rémunération 21)**

**Effet rétroactif : Non (2/2025)**

Les indemnités pour prestations 'non exceptionnelles' des pompiers volontaires, des ambulanciers volontaires et des volontaires de la Protection Civile (code rémunération 21) sont exonérées des cotisations de sécurité sociale pour autant qu'elles n'excèdent pas un montant maximum par trimestre.

Ce plafond est indexé en 2025/2

Le montant plafond indexé est passé à 1.769,32 € (au lieu de 1.734,55 €) à partir de 2025/2

Contrôle concerné : 00070-029 (Incomptabilité code rémunération)

### **1.9.2 Travailleurs au forfait**

**Effet rétroactif : Non (2/2025)**

Indexation des forfaits à partir du 2/2025

Tabellen zijn gepubliceerd op de portaal-site

Contrôle concerné : 00070-044 « Montant calculé différent du montant déclaré »

## **1.10 Contrôles cotisations**

Impact DRS : Non

### ***1.10.1 Dotation sociale 2 pour la police locale***

**Effet rétroactif : Non (2/2025)**

Indexation des montants plafonds dans le cadre de la dotation sociale 2 pour la police locale.

Code travailleur cotisation impacté (CUNP) : 802.

### ***1.10.2 Adaptation du contrôle 90002-173 pour les CUNPS 24X (pensions contractuelles)***

**Effet rétroactif : Oui (4/2022)**

Pour toutes les CUNPS 24X, autoriser une modification pour un utilisateur qui n'est pas agent ONSS si le montant de cotisation est identique au montant déjà présent

Contrôle impacté : 90002-173

### ***1.10.3 Redevabilité des cotisations 830 et 835 pour les artistes des catégories 303, 562 et 662***

**Effet rétroactif : Oui (1/2025)**

Pour les artistes (code travailleur 046) des catégories 303, 562 et 662, la cotisation 830 devient obligatoire (au lieu de facultative), sauf si le type d'apprentissage est renseigné et vaut 1 (dans ce cas, la cotisation est non due).

Pour les artistes (code travailleur 047) des catégories 303, 562 et 662, la cotisation 830 devient obligatoire (au lieu de facultative).

Pour les artistes (code travailleur 046) de la catégorie 562, la cotisation 835 devient obligatoire (au lieu de facultative), sauf si le type d'apprentissage est renseigné et vaut 1 (dans ce cas, la cotisation est non due).

Pour les artistes (code travailleur 047) de la catégorie 562, la cotisation 835 devient obligatoire (au lieu de facultative).

Contrôle impacté : 90001-001

Impact sur le fichier des taux

### ***1.10.4 Redevabilité de la cotisation 825 pour la catégorie 068 (taxis)***

**Effet rétroactif : Oui (1/2025)**

Dans le cadre de la catégorie 068, la cotisation 825 n'est plus redevable pour les apprentis

- codes travailleurs 013 et 015, et type d'apprentissage renseigné
- code travailleur 035

Contrôles impactés : 90001-001 et 00084-044

Impact sur le fichier des taux

### ***1.10.5 Redevabilité des cotisations 820 et 830 pour la catégorie 008 (prestation de***

***servives et de soutien aux entreprises et indépendants CP 335)***

**Effet rétroactif : Oui (1/2025)**

Contrairement à ce qui a été établi lors de la création de la catégorie 008, les cotisations 820 et 830 ne sont pas redevables pour les apprentis

- codes travailleurs 015 ou 495 et type d'apprentissage renseigné
- code travailleur 035 ou 439

Contrôles impactés : 90001-001 et 00084-044

Impact sur le fichier des taux

## **1.11 Controles verminderingen**

### **Impact DRS : Non**

Wijzigingen :

- Vermindering 0001
- Vermindering 0611
- Vermindering 3000
- Vermindering 3315
- Vermindering 3324
- Vermindering 3325
- Vermindering 3326
- Vermindering 3333
- Vermindering 3334
- Vermindering 3342
- Vermindering 3343
- Vermindering 3352
- Vermindering 3353
- Vermindering 3360
- Vermindering 3361
- Vermindering 4300
- Vermindering 7320
- Vermindering 8320
- Vermindering 8321
- Vermindering 8322

Annexe 4 : zie portaalsite

## 2 Varia

### 2.1 Dates et paramètres

#### 2.1.1 *Dates prescription*

Pour les contrôles et l'établissement des listes, il est nécessaire de connaître la date limite pour l'acceptation des déclarations originales externes en danger de prescription du prochain trimestre prescrit :

Trimestre	Danger de prescription → proposition à valider	Refus des déclarations originales à partir du	Prescription
2022/1 (3 ans) 2018/1 (7 ans)	01/03/2025	17/04/2025	01/05/2025
2022/2 (3 ans) 2018/2 (7 ans)	01/06/2025	18/07/2025	01/08/2025
2022/3 (3 ans) 2018/3 (7 ans)	01/09/2025	20/10/2025	01/11/2025
2022/4 (3 ans) 2018/4 (7 ans)	01/12/2025	19/01/2026	01/02/2026

NB : pour les DmfAPPL, seule la date de prescription est d'application.

Sur le portail : [https://www.socialsecurity.be/site\\_fr/employer/applics/dmfa/general/dateprescription.htm](https://www.socialsecurity.be/site_fr/employer/applics/dmfa/general/dateprescription.htm)

#### 2.1.2 *Dates rouges pour l'année 2025*

Interne referentie : Jira

Correction de la date limite pour la rentrée des déclarations du 2/2022 pour les employeurs non affiliés à un SSA.

Trimestre de déclaration	Employeur	SSA
4/2024	31/01/2025	17/02/2025
1/2025	30/04/2025	16/05/2025
2/2025	13/08/2025	18/08/2025
3/2025	31/10/2025	19/11/2025

## 2.2 Annexes

### 2.2.1 Annexe 27

Adaptation du libellé long de la catégorie 467

Il y a	Il faut
<p>Employeurs définis à l'indice 067 mais redevables d'une cotisation moins élevée au Fonds de la Sous commission paritaire des électriciens : installation et distribution, n° 149.01 - concerne les employeurs membres de la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique -FEE- ou de l'Union professionnelle de radio et de télédistribution RTD (voir aussi catégorie 067) (jusqu'au 31/12/2023). À partir du 01/01/2024 : employeurs redevables pour leurs ouvriers d'une cotisation au Fonds de la Sous-commission paritaire pour les électriciens : installation et distribution (n° 149.01) et pour leurs employés d'une cotisation au Fonds social de la CPAE (Commission paritaire auxiliaire pour employés n° 200 compétente pour le secteur marchand).</p>	<p><del>Employeurs définis à l'indice 067 mais redevables d'une cotisation moins élevée au Fonds de la Sous commission paritaire des électriciens : installation et distribution, n° 149.01</del> concerne les employeurs membres de la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique -FEE- ou de l'Union professionnelle de radio et de télédistribution RTD (voir aussi catégorie 067) (jusqu'au 31/12/2023). À partir du 01/01/2024 : <b>e</b>Employeurs redevables pour leurs ouvriers d'une cotisation au Fonds <b>qui relèvent</b> de la Sous-commission paritaire <b>pour les des</b> électriciens : installation et distribution (n° 149.01) et pour leurs <b>ouvriers et de la commission paritaire auxiliaire pour employés (200) pour leurs</b> employés d'une cotisation au Fonds social de la CPAE (Commission paritaire auxiliaire pour employés n° 200 compétente pour le secteur marchand).</p>
<p>Werkgevers zoals bepaald onder kengetal 067, maar die een lagere bijdrage verschuldigd zijn aan het Fonds van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, nr. 149.01 - betreft werkgevers leden van Federatie van de Elektriciteit en de Elektronika -FEE- of van Beroepsvereniging van de radio- en televisiedistributie - RTD- (zie ook categorie 067) (tot 31-12-23). Vanaf 01-01-2024: werkgevers die voor de arbeiders een bijdrage verschuldigd zijn aan het Fonds van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, nr. 149.01; en voor de bedienden aan het "Sociaal Fonds van het APCB" (Aanvullend Paritair comité voor Bedienden nr. 200 dat voor de profitsector bevoegd is)</p>	<p><del>Werkgevers zoals bepaald onder kengetal 067, maar die een lagere bijdrage verschuldigd zijn aan het Fonds van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, nr. 149.01</del> betreft werkgevers leden van Federatie van de Elektriciteit en de Elektronika -FEE- of van Beroepsvereniging van de radio- en televisiedistributie - RTD- (zie ook categorie 067) (tot 31-12-23). Vanaf 01-01-2024: <del>w</del> Werkgevers die voor <b>de hun</b> arbeiders <b>vallen onder de bevoegdheid een bijdrage verschuldigd zijn aan het Fonds</b> van het Paritair Subcomité voor de <b>elektriciens: elektriciteit, installatie en distributie, nr. 149.01; en voor de bedienden aan het "Sociaal Fonds van het APCB" (Aanvullend Paritair comité voor Bedienden nr. 200 dat voor de profitsector bevoegd is) hun bedienden onder het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden, nr. 200</b></p>
<p>Arbeitgeber, die in Index 067 definiert sind, aber einen niedrigeren Beitrag zum Fonds der Paritätischen Unterkommission für Elektriker: Installation und Verteilung (Nr. 149.01) zahlen müssen – betrifft Arbeitgeber, die Mitglied der Fédération de l'Électricité et de l'Electronique (FEE) oder der Union professionnelle de radio et de télédistribution RTD (siehe auch Kategorie 067) sind (bis zum 31.12.2023). Ab dem 1.1.2024: Arbeitgeber, die für ihre Arbeiter einen Beitrag zum Fonds der Paritätischen Unterkommission für Elektriker: Installation und Verteilung (Nr. 149.01) und für ihre Angestellten einen Beitrag zum Sozialfonds der CPAE (Paritätische Hilfskommission für Angestellte Nr. 200, zuständig für den Marktsektor) zahlen müssen.</p>	<p><del>Arbeitgeber, die in Index 067 definiert sind, aber einen niedrigeren Beitrag zum Fonds der Paritätischen Unterkommission für Elektriker: Installation und Verteilung (Nr. 149.01) zahlen müssen – betrifft Arbeitgeber, die Mitglied der Fédération de l'Électricité et de l'Electronique (FEE) oder der Union professionnelle de radio et de télédistribution RTD (siehe auch Kategorie 067) sind (bis zum 31.12.2023). Ab dem 1.1.2024: Arbeitgeber, die für ihre Arbeiter einen Beitrag zum Fonds der zur Paritätischen Unterkommission für Elektriker: Installation und Verteilung (Nr. 149.01) und für ihre Angestellten einen Beitrag zum Sozialfonds der CPAE (Paritätische Hilfskommission für Angestellte Nr. 200, zuständig für den Marktsektor) zahlen müssen zur paritätischen Hilfskommission für Angestellte Nr. 200 gehören.</del></p>